

discuter avec les gens, non, de donner des bases et dire il faut que vous discutiez selon ces bases-là, c'est là qu'est le problème.

Et dans le discours du trône, ce n'est pas encore très bien expliqué.

... le Gouvernement proposera des mesures précises qu'il faudra prendre en collaboration avec les provinces, ...

Le gouvernement n'est pas prêt à s'asseoir avec les provinces et discuter, non, il est prêt à donner des mesures précises, et c'est justement là le *statu quo* dont on parle et l'attitude du gouvernement présentement.

Alors dans l'ensemble le discours du trône c'est quoi? Cela a été justement ça, d'essayer de mettre le blâme sur les épaules de tout le monde et de ne pas prendre des responsabilités d'une mauvaise administration. La mauvaise administration n'est pas difficile à prouver, les Canadiens, il y a 10 ans, 15 ans, quand on parlait d'inflation, que le système économique présent créait l'inflation, que lorsque vous achetez une maison à 10 p. 100 d'intérêt, ça prend juste 10 ans pour doubler le prix. Il y a 10 ans, les gens peut-être ne comprenaient pas trop ça, aujourd'hui ils s'en rendent compte, l'inflation ils l'ont dans leur poche, ils se rendent compte que leur dollar n'achète pas pour un dollar de production. Je demandais au ministre des Finances à un moment donné et je disais dans un discours: Le dollar canadien ne vaut même pas 18 c. de production.

Le ministre des Finances, qui était M. Turner à ce moment-là, se lève et il dit non; il vaut 22c. Mais là où il faut justement ne pas être trop dégourdi, c'est que le dollar canadien ne vaut pas un dollar de production, s'il vaut 22c. ou 18c. C'est justement là le problème. Quand tu veux acheter de la production, ton dollar ne vaut pas cette production-là, or tu es obligé d'en avoir deux, tu es obligé d'en avoir trois pour acheter une production qui vaut un dollar. Ce que nous on préconise, c'est que le gouvernement base la valeur de l'argent, des crédits, l'ensemble du pouvoir d'achat canadien sur la production. A ce moment-là, il solutionnera le problème.

Quand les ministres des Finances viennent nous dire catégoriquement qu'un dollar vaut 22c. de production, on n'a pas à chercher midi à quatorze heures pour savoir où est le problème. Il est là, et de plus en plus au fur et à mesure qu'on avance, qu'on laisse les financiers laisser augmenter leur taux d'intérêt, au fur et à mesure qu'on les laisse faire, au fur et à mesure qu'on multiplie l'inflation. Il y a 20 ans une maison pouvait être achetée à 5 p. 100 d'intérêt. Aujourd'hui on l'achète à 10 p. 100. A 5 p. 100 ça prenait 20 ans avant de doubler le montant et à 10 p. 100 ça prend juste 10 ans et à 12½ p. 100, comme c'est le cas aujourd'hui, ça prend huit ans, et ça prend six ans et demi dans certains cas.

L'Adresse—M. G. Caouette

Et après ça, on dit eh bien oui, mais l'inflation ne vient pas d'ailleurs, c'est créé chez nous par le système financier, le système économique, mais on ne veut pas toucher à cela. On le dit au début, il faut trouver d'autres méthodes économiques, il faut en trouver, mais quant à s'asseoir, et discuter et essayer de les mettre en application, on recule devant ça. Là, on ne veut pas aller trop loin, on n'ose plus. On se refuse de le reconnaître.

Il est drôle que dans tous les domaines les choses ont changé. Les automobiles ne sont plus comme il y a 20 ans; dans le domaine de la nourriture, des gros changements de production se sont produits; dans tous les domaines, tout a changé. L'habillement a changé, la construction de maisons a changé, la technique, l'aviation, tout a changé. La seule chose qui ne change pas et qui ne change jamais, c'est le système économique. On ne touche pas à cela. Il ne faut pas toucher à cela. C'est bien dangereux de toucher à cela. On espérait, et je veux terminer sur ces remarques, par le discours du trône, voir une nouvelle attitude du gouvernement. Malheureusement cette attitude s'est effondrée avec le papier sur lequel le discours était écrit. Cela n'a pas plus de valeur. Les intentions du gouvernement ont été très bien tracées par le premier ministre cet après-midi, en disant et en répétant encore une fois que les directives, c'est eux autres qui veulent les faire, ils ne veulent pas discuter avec les gens, ils veulent continuer une confrontation, et finalement on se rend compte que, comme je l'ai mentionné à plusieurs reprises, on est encore face au *statu quo* de M. Trudeau et du parti libéral, du gouvernement présent, c'est-à-dire cette attitude arrogante de ne pas pouvoir discuter avec une population honnêtement, honorablement, mais seulement en essayant de l'acculer au mur, pour après lui dire: Eh bien, une fois que vous êtes mal pris, nous autres on est les sauveurs de votre groupe, on est vos sauveurs, écoutez-nous, suivez-nous, on va vous aider. Alors, je pense que les Canadiens ont compris cette attitude-là, et je pense que dans l'ensemble ...

● (1902)

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre! Je regrette d'avoir à interrompre l'honorable député, mais le temps qui lui était alloué est maintenant écoulé. A moins que la Chambre lui donne le consentement unanime de compléter ses remarques, je devrai signaler qu'il est 6 heures. La Chambre est-elle d'accord pour permettre à l'honorable député de terminer ses remarques?

Des voix: D'accord.

M. Caouette (Témiscamingue): Pour terminer, j'aimerais bien que les Canadiens anglophones, à travers le pays, et je l'ai senti dans mes voyages dans l'Ouest, comprennent qu'effectivement c'est en discutant ensemble, non pas en faisant une confrontation qu'on peut arriver à solutionner les problèmes. Et je me plais à répéter ce que notre ancien chef Réal Caouette disait toujours à travers le pays: Je ne crois pas qu'en apprenant le français à un anglophone il deviendra francophone. Non. Je ne crois pas qu'en apprenant l'anglais à un francophone il deviendra anglophone. Non. Mais je pense qu'en communiquant ensemble, en écoutant ou en travaillant